

l'ECO de la semaine

05 au 11 Juillet 2025



SOMMAIRE

Secteur artisanat : Formation des femmes sur la technique de crochet en raphia	2
TVA sur les intérêts des crédits bancaires : « Les particuliers ne seront pas touchés », dixit la MEF	2
Cours de change - L'ariary en perte de vitesse	3
Modernisation des transports publics : 312 nouveaux bus attendus au pays	4
Secteur agricole - Des routes peu adaptées aux besoins des paysans	4
Systèmes agricoles - L'Europe investit pour la résilience régionale	5
Classement de la banque mondiale - Madagascar reste parmi les pays à faible revenu	6
Madagascar – Nations Unies : Cap sur un développement durable et inclusif pour 2025-2026	6
Électrification : Une centrale solaire en vue à Talata Ampano à Fianarantsoa	7
Marché des devises : l'ariary en chute libre face à l'euro et au dollar	7
Inclusion financière - Les cartes bancaires peu utilisées	8
Tourisme - Vingt-quatre mille visiteurs accueillis lors du salon ITM 2025	9
District de Marovoay - Des milliers d'hectares de rizières ensablées	9
Filière aurifère : Vers une chaîne d'approvisionnement responsable et formelle	10
Secteur extractif - Les revenus du secteur minier scrutés	10
Transport urbain - Le paiement numérique intégré dans les nouveaux bus	11
Forêts humides de l'Atsinanana : Le site retiré de la liste du patrimoine mondial en péril	11
Foire aux fromages : Le « Vita Malagasy » attire les visiteurs	12
Frais de passeport : Paiement par Mobile Money désormais autorisé	12
Monnaie, exportations et consommation locale : le triple levier de redressement, selon le Pr Fano Andriamahefazafy	13

Secteur artisanat : Formation des femmes sur la technique de crochet en raphia

NAVALONA R. | 05 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

L'artisanat est un des secteurs générateurs d'emplois notamment pour les femmes vulnérables leur permettant de gagner leur vie tout en étant autonomes.

Un programme de formation des femmes sur la technique de crochet en raphia a ainsi été développé dans la commune d'Alasora. Ce projet entre dans le cadre de la mise en œuvre des activités de RSE (Responsabilité Sociétale d'Entreprise) de AURI Solution Madagascar, et ce, en partenariat avec le ministère du Tourisme et de l'Artisanat à travers le CENAM qui a assuré l'accompagnement technique de ces apprenants.



L'objectif vise à soutenir le développement des compétences et la valorisation du savoir-faire local tout en promouvant l'entrepreneuriat positif à Madagascar.

Grands défis à relever

Ces apprenants témoignent qu'elles ont pu s'enquérir de nombreuses expériences. La preuve, elles ont pu créer divers modèles de produits artisanaux à base de raphia pour ne citer que des sacs, des tapis, des chapeaux et bien d'autres articles de décoration. A l'issue de leur formation, les femmes bénéficiaires ont reçu une attestation. Elles seront ainsi aptes à s'intégrer dans le monde professionnel ou bien à monter leur propre activité artisanale. En revanche, la recherche de débouché figure parmi les grands défis à relever, selon ces nouveaux artisans qui ont su valoriser leur talent grâce à cette formation.

Accès aux matières premières

Par ailleurs, les artisans opérant dans la filière raphia réclament également la facilitation de leur accès aux matières premières surtout de qualité. Raison pour laquelle, le ministère de tutelle prévoit de mettre en place une centrale d'achat de raphia dans les régions d'Analambana et de Boeny. Ce qui permettra d'assurer l'approvisionnement régulier de cette matière première pour les artisans. Il est à rappeler que les produits artisanaux à base de raphia sont très prisés par les clients particuliers et les industries de mode sur le marché international.

TVA sur les intérêts des crédits bancaires : « Les particuliers ne seront pas touchés », dixit la MEF

ARH. | 05 JUILLET | LES NOUVELLES

L'entrée en vigueur de la TVA de 20% sur les intérêts des crédits bancaires reste en attente. Entre-temps, la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, a confirmé hier que « les particuliers ne seront pas touchés par cette taxe ».

La Direction générale des Impôts (DGI) a publié un communiqué, dans la nuit de mardi à mercredi, invitant les établissements financiers à attendre des précisions officielles avant toute application de la TVA sur les intérêts des crédits bancaires.

La DGI a précisé que « les modalités pratiques feront l'objet d'une communication officielle ultérieure ». La ministre l'a encore réitéré hier. Elle a insisté sur le fait « qu'aucune action de mise en œuvre ne sera entamée, sans instructions claires du gouvernement ».

Cette mesure prévue par la Loi de Finances 2025, n'a pas manqué de susciter de nombreuses interrogations. Et la décision de la mettre en suspens survient alors que

l'Association professionnelle des banques de Madagascar (APB) avait déjà informé sa clientèle que la TVA entrerait en vigueur dès le 1^{er} juillet 2025.

Selon l'APB, la taxation serait rétroactive et s'appliquerait aux crédits accordés depuis janvier. Ce qui a été infirmé par la ministre. Elle l'a encore rappelé, hier, la disposition « n'aura pas d'effet rétroactif ».

La situation reste donc floue pour le moment. Les banques se préparent à appliquer cette disposition tandis que l'État temporise et promet de clarifier les règles. Les professionnels du secteur financier attendent ces précisions pour organiser la facturation et informer leurs clients de manière fiable. Pour l'instant, la date officielle d'application n'est pas fixée. La DGI et le ministère de l'Économie se disent mobilisés pour publier prochainement un calendrier et les détails pratiques de cette taxe.

Cours de change - L'ariary en perte de vitesse

ITAMARA OTTON | 07 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'ariary poursuit sa dépréciation. Passé près de 5 000 ariary pour un euro au premier trimestre, il atteint désormais 5 300 sur les marchés informels. La hausse des importations et le recul des exportations en seraient la cause.

À un rythme soutenu, la monnaie nationale continue de se déprécier de façon « spectaculaire » ces trois derniers mois. Lors de la dernière opération de la Banky Foiben'i Madagasikara (BFM), datée du 4 juillet, l'ariary s'échangeait à 5 161 pour un euro. Sur les marchés non officiels, le taux grimpe à environ 5 300 ariary pour un euro.

Les exportations du pays sont en net recul, avec une baisse marquée dans des secteurs stratégiques comme la vanille, le girofle et le textile. Selon la Banque centrale, dans sa note de conjoncture économique, les exportations de la Grande Île ont chuté de 11,9% au premier trimestre 2025. La vanille enregistre une baisse de 45,3%, conséquence d'une diminution de 44,5% des volumes exportés, en raison des stocks. Le girofle connaît une baisse de 47,9%.

« Cette situation démontre que les produits d'exportation sont malmenés par les conditions climatiques et l'incertitude de la conjoncture internationale », estime un observateur.

Selon plusieurs chercheurs en économie, la hausse des importations pèse également sur le cours de change et fragilise davantage la valeur de l'ariary.

« Depuis la fin de l'année 2024, les importations ont fortement augmenté, notamment dans des secteurs clés comme les infrastructures, le BTP ou encore les produits de première nécessité. Cela contribue au déficit commercial et à la baisse des rentrées de devises », explique un économiste de l'Université d'Antananarivo.

Importations massives

À titre d'exemple, la consommation de ciment a progressé de 20% en 2024, une tendance qui s'est maintenue sur le premier semestre 2025, avec un marché fortement dominé par les importations. Ce secteur représente un volume estimé à 1,2 million de tonnes pour Madagascar, selon les données les plus récentes. Les importations ont atteint environ 1,03 million de tonnes sur les onze premiers mois de 2024, pour une valeur CAF de 345 milliards d'ariary, d'après la Direction générale des douanes.

Les importations de riz ont également fortement augmenté au premier semestre. Selon les données fournies par la DGD, les volumes importés durant les cinq premiers mois de 2025 ont déjà dépassé le total annuel de 2024. Le volume atteint 348 500 tonnes, contre 262 100 tonnes pour l'ensemble de l'année précédente. Cette hausse s'accompagne d'un bond en valeur : 795,8 milliards d'ariary en 2025 contre 307 milliards sur la même période en 2024.

Cela représente une augmentation de 185% en volume et de 159% en valeur.

Des importations massives avaient d'ailleurs été signalées par la Banque centrale dans sa note de conjoncture publiée en mai. Elles avaient pour objectif de faire face à une production locale affaiblie par les conditions climatiques, provoquant un déséquilibre entre l'offre et la demande de riz sur le marché.



La Banky Foiben'i Madagasikara avait confirmé ces importations massives de riz au premier trimestre, justifiées par la nécessité d'éviter les pénuries et de stabiliser les prix. « Les mauvaises conditions climatiques ont provoqué un déséquilibre entre l'offre et la demande de riz. Pour garantir l'approvisionnement du marché national et contenir les prix, d'importantes importations ont été réalisées », indique le rapport de la BFM.

La reprise des exportations de riz en provenance d'Inde a par ailleurs contribué à faire baisser les cours mondiaux, ce qui a favorisé l'augmentation des achats de la part de Madagascar.

Enfin, certains facteurs conjoncturels ont également alimenté cette pression sur la monnaie. Durant la période des festivités nationales, un afflux massif de produits importés, comme les lampions électriques, a été observé.

Modernisation des transports publics : 312 nouveaux bus attendus au pays

JEAN RIANA | 07 JUILLET | LES NOUVELLES

Madagascar accélère la modernisation de ses transports publics avec l'arrivée d'une flotte de 312 nouveaux bus dont 12 bus électriques de 75 places et 300 bus thermiques modernes d'une capacité de 45 passagers.

A rappeler que le premier lot est déjà arrivé et a fait l'objet d'une réception officielle, le 24 juin à Ivato. Et selon les informations émanant du ministère des Transports et de la météorologie, le second lot est d'ores et déjà en route. A noter que la modernisation du secteur transport public visant à offrir une meilleure qualité de service aux usagers, entre dans le cadre de la Politique générale de l'État (PGE).

Ces véhicules, fabriqués par l'entreprise Foton, un des géants chinois de l'industrie automobile, disposent de nouvelles technologies suivant les normes internationales telles que GPS, billetterie électronique, communication améliorée à l'intérieur et à l'extérieur du véhicule...

L'État a commandé ces véhicules auprès du fabricant. Mais les opérateurs de transport nationaux qui veulent se lancer dans l'exploitation du bus électriques peuvent bénéficier d'un paiement fractionné. Un appel à manifestation d'intérêt a été lancé à l'endroit des entreprises intéressées.

Lignes et itinéraires déjà définis

Les lignes et itinéraires de ces nouveaux bus sont d'ores et déjà bien tracés. Les bus électriques seront destinés à desservir la ligne Ivato – Tsarasaotra et les bus diesel serviront à rallier Amoronakona – Ankorondrano. D'après le ministère, le réseau sera progressivement étendu dans d'autres grandes villes telles qu'Antsirabe, Fianarantsoa, Mahajanga, Toliara, Toamasina...

Comme il s'agit de nouvelles technologies, la maintenance et l'exploitation de ces véhicules seront assurées par des acteurs (conducteurs, techniciens et ingénieurs), qui ont bénéficié de formation et d'accompagnement technique de l'entreprise de construction.

Le ministère souligne que l'objectif principal du projet est de concevoir un système de transport public moderne, coordonné et durable, pour satisfaire le public en termes de qualité, d'accessibilité et de protection contre les accidents.

Secteur agricole - Des routes peu adaptées aux besoins des paysans

IRINA TSIMIJALY | 07 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le ministère de l'Agriculture a lancé une caravane de formation à Amberomanga pour appuyer les producteurs locaux. Cependant, la dégradation des routes rurales limite fortement l'impact de cette initiative.

Ce week-end, le ministère de l'Agriculture et de l'Élevage a lancé sa première caravane de formation agricole à Amberomanga, dans le district de Soavinandriana. Objectif : renforcer les capacités des producteurs locaux sur des pratiques modernes, tout en leur fournissant des intrants adaptés.



Mais sur le terrain, un obstacle majeur persiste : l'état désastreux des routes rurales, qui freine l'acheminement des produits comme des services.

Le trajet entre Amberomanga et Soavinandriana, distant d'environ 55 kilomètres, peut prendre plus de trois heures en voiture. À pied, il faut compter six heures. « La route

qui passe par Mananasy est plus courte, mais dans un état encore pire. À pied, c'est plus simple », raconte Jean Victor, un habitant du village. Faute de meilleure option, la moto est le seul moyen de transport rapide, mais son coût élevé — 50 000 ariary par trajet — reste dissuasif pour de nombreuses familles.

Durant la saison sèche, les paysans continuent d'utiliser les charrettes à zébus pour transporter leurs récoltes. Mais dès que les pluies arrivent, les routes deviennent quasiment impraticables. Les principales cultures locales sont le riz, le maïs et le manioc, produits en quantité mais évacués difficilement.

Le maire de la commune déplore que, malgré la mise à disposition de treize tracteurs, seules 3 tonnes de produits peuvent être évacuées quotidiennement vers Soavinandriana. « Ce sont les routes qui bloquent tout, nos produits ont du mal à sortir », résume-t-il.

En visite à Amberomanga pour inaugurer cette caravane, le ministre de l'Agriculture et de l'Élevage, Sergio François Hajarison, a tenu à rappeler l'importance de l'écoute du terrain : « On ne peut pas bâtir une politique sans aller sur le terrain. Ce sont ces réalités qu'il faut prendre en compte ».

Formations

Malgré une promesse de réhabilitation de la route de Mananasy, aucun chantier n'a été lancé à ce jour. « On nous a parlé de travaux, mais pour l'instant il n'y a rien », constate sobrement le maire.

Plusieurs programmes comme DEFIS, Rizplus, PROGRE et FSRP incluent pourtant des projets d'aménagement rural. Mais dans les zones reculées comme Amberomanga, l'attente reste longue.

Cette caravane de formation, inédite dans le district, a abordé trois volets techniques : la méthode Pfumvudza (agriculture de conservation), le programme PAPRIZ pour

l'amélioration du riz, et l'élevage de coquelets. En appui, le ministère a distribué des intrants à 876 familles issues de sept communes comme Amberomanga, Mahavelona, Ambatoasana, Antanetibe Varahana, Amparibohitra, Ankaranana et Masindray.

Chaque foyer bénéficiaire a reçu 9 kg de semences, 75 kg de compost organique, 15 kg d engrais MPK, ainsi que des coquelets (poulets mâles), en fonction de son engagement dans la filière.

Pour Tita, un paysan bénéficiaire, cette initiative représente bien plus qu'un simple soutien ponctuel : « Ce n'est pas juste pour manger aujourd'hui. On veut apprendre et transmettre ce savoir à nos enfants. »

Systèmes agricoles - L'Europe investit pour la résilience régionale

IRINA TSIMIJALY | 08 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'Union européenne et la France financent un programme de 7 millions d'euros pour soutenir l'agriculture dans les îles de l'océan Indien. L'objectif est de renforcer la résilience climatique et la sécurité alimentaire.

Le 3 juillet 2025, l'Union européenne et la France ont annoncé un nouveau programme de soutien à l'agriculture dans les États insulaires de l'océan Indien. D'après un communiqué officiel, ce programme, baptisé DeSIRA+ Océan Indien, bénéficie d'un financement de 7 millions d'euros. Son objectif : aider les pays de la région à renforcer leurs systèmes agricoles pour mieux faire face aux effets du changement climatique et aux difficultés d'approvisionnement alimentaire.

Ce projet prend la suite du programme SANOI (Sécurité alimentaire et nutritionnelle dans l'océan Indien), mené entre 2020 et 2025, qui avait posé les bases d'une agriculture plus durable dans la région. Il a notamment permis de mettre en place des pratiques agricoles respectueuses de l'environnement, de renforcer les contrôles sanitaires sur les produits agricoles, et de faciliter leur circulation entre les îles. Il a aussi favorisé la coopération régionale : « Le partage d'expertise entre acteurs au sein de l'espace indianocéanique a été encouragé », souligne le communiqué, tout comme la mise en place d'outils pour mieux suivre la situation alimentaire et nutritionnelle.

La région concernée regroupe plusieurs pays insulaires et compte environ 33 millions d'habitants. Malgré des différences de contexte, ces territoires sont confrontés à un même défi : celui de garantir à leur population une alimentation suffisante et de qualité, dans un environnement de plus en plus instable. « La sécurité alimentaire et nutritionnelle reste un enjeu majeur pour tous les États insulaires de la région », rappelle le texte.

Zone concernée

Selon ce même communiqué, DeSIRA+ Océan Indien est financé par l'Union européenne à hauteur de 5 millions d'euros, complétés par 2 millions d'euros apportés par l'Agence française de développement (AFD). Le programme fonctionnera sur la base d'appels à projets pour soutenir des actions concrètes sur le terrain.

Plusieurs domaines sont concernés : la gestion durable des sols et de l'eau, la santé des plantes, ou encore la

mise en valeur des bénéfices que peut apporter l'agroécologie. Il s'agit aussi de convaincre les responsables politiques de soutenir cette approche. Le programme veut notamment « sensibiliser les décideurs à l'intérêt avéré de l'agroécologie » et surmonter les obstacles qui freinent son développement.



La France est également impliquée à travers le CIRAD, un organisme public de recherche actif dans les zones tropicales. Il travaille avec les acteurs locaux pour accompagner les petites exploitations, structurer les filières agricoles et appuyer la recherche scientifique. En capitalisant sur les avancées des dernières années, l'ambition est claire : « Créer des conditions favorables à la transformation et à l'adaptation rapide des systèmes de production agricoles et alimentaires. »

Classement de la banque mondiale - Madagascar reste parmi les pays à faible revenu

IRINA TSIMIJALY | 08 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

La Banque mondiale a publié sa mise à jour annuelle du classement des pays selon leur Revenu national brut (RNB) par habitant, couvrant la période du 1^{er} juillet 2025 au 30 juin 2026. Cette année encore, Madagascar reste dans la catégorie des pays à faible revenu, aux côtés de 24 autres nations. Le seuil pour sortir de cette catégorie est fixé à 1 135 dollars par habitant. Madagascar n'enregistre que 510 dollars, un niveau inchangé par rapport à l'an dernier. En 60 ans, le RNB du pays est passé de 130 dollars à 530 dollars.

Ce classement reflète des fragilités économiques profondes. Le pays affiche un déficit commercial persistant : en 2023, Madagascar a enregistré 5,14 milliards de dollars d'importations contre 4,15 milliards de dollars d'exportations, selon TrendEconomy, creusant un déficit commercial estimé à près de 5% du PIB. Si la vanille, les minéraux et les produits halieutiques constituent les principales recettes à l'exportation, ils ne suffisent pas à compenser la forte dépendance aux importations de carburants, de riz et de produits manufacturés.

A l'international, certains pays émergents, comme le Vietnam ou le Maroc, ont misé sur la transformation

locale, une politique industrielle active et des barrières douanières ciblées. Le Vietnam, par exemple, affichait un RNB par habitant de 4 622,5 dollars en 2024, tandis que le Maroc atteignait 3 810 dollars (Banque mondiale). En l'espace de 15 à 20 ans, ces deux pays ont connu une trajectoire ascendante, en diversifiant leurs économies et en renforçant leur capacité de production locale.

Madagascar, pour sa part, maintient une politique commerciale relativement libérale, sans instruments clairs pour protéger ses filières nationales. L'économie demeure également très dépendante de l'aide extérieure, qui représente jusqu'à 10% du budget de l'État, selon les données de la Banque mondiale (2023). Bien que ces fonds soutiennent certaines infrastructures et subventions, leur impact sur la transformation économique reste limité.

Des perspectives de développement existent pourtant. Le secteur de la pêche, qui contribuait à hauteur de 7% du PIB en 2023 et génère environ 300 000 emplois directs, reste sous-exploité. La transformation locale de la vanille, le développement de l'agro-industrie ou encore la promotion des énergies renouvelables figurent également parmi les leviers potentiels pour accroître les revenus nationaux.

Madagascar – Nations Unies : Cap sur un développement durable et inclusif pour 2025-2026

ANTSA R. | 08 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Des orientations stratégiques ont été établies hier par le Comité conjoint du Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le Développement. Ces orientations s'articulent autour des priorités 2024-2028 et de la Politique générale de l'État.

Le Gouvernement malagasy et le Système des Nations Unies (SNU) renforcent leur engagement commun en faveur d'un développement durable, inclusif et résilient à Madagascar, à travers le Plan-cadre de coopération des Nations Unies pour le développement durable 2024-2028.



La réunion du Comité de pilotage conjoint de ce plan-cadre s'est tenue hier au Carlton Anosy, posant les jalons pour les actions prioritaires des années 2025-2026. Cette rencontre stratégique, coprésidée par la ministre de l'Économie et des Finances, Rindra Hasimbelo Rabarinirinarison, et le

coordonnateur résident du SNU, Anthony Ngororano, a rassemblé ministres, chefs d'agences onusiennes, partenaires financiers, représentants du secteur privé et de la société civile. Ensemble, ils ont dressé le bilan des avancées collectives de 2024, tout en identifiant les défis et les bonnes pratiques à consolider. « Grâce à une coordination renforcée et une appropriation nationale des priorités, nous posons les fondations d'un avenir plus équitable, plus prospère et plus durable pour Madagascar », a déclaré la ministre de l'Économie et des Finances, réaffirmant l'engagement du gouvernement dans l'atteinte des Objectifs de développement durable (ODD) de l'Agenda 2030.

Priorités stratégiques

De son côté, Anthony Ngororano a souligné que ces réunions constituent un cadre essentiel pour « montrer la redevabilité du système des Nations Unies et renforcer les partenariats », tout en rappelant que l'alignement du Plan-cadre sur la Politique générale de l'État permet de travailler « de manière plus intégrée pour un impact durable et significatif ». Le Plan-cadre de coopération 2024-2028 s'articule autour de quatre priorités stratégiques : renforcer la bonne gouvernance et l'état de droit,

développer le capital humain, stimuler la productivité et les emplois productifs, et renforcer la gestion durable de l'environnement. Ces priorités répondent aux trois piliers de la Politique générale de l'État, visant à lever les obstacles structurels freinant la réalisation des ODD.

Résultats enregistrés

Malgré un contexte mondial marqué par des crises multiples, Madagascar a consolidé sa trajectoire de développement en 2024. Les actions conjointes ont permis d'importantes avancées, notamment dans la nutrition avec 380 000 écoliers du Grand Sud bénéficiant de repas scolaires, et plus de 4,5 millions d'enfants vaccinés contre la rougeole et la polio, renforçant la couverture sanitaire nationale. Dans le domaine de la gouvernance, le SNU a appuyé la mise en place de politiques de lutte contre les violences basées sur le genre et contre la corruption, tout en facilitant l'accès à la justice pour 4 700 personnes, dont de nombreuses femmes. Des outils numériques ont également été déployés pour renforcer le suivi des politiques publiques et la transparence administrative. L'action environnementale n'est pas en reste, avec des projets de restauration de mangroves et la promotion de systèmes d'irrigation solaires, permettant à Madagascar

de réaffirmer son engagement en faveur de la neutralité carbone, consolidé lors de la COP29 à Bakou. Pour les deux parties, ces résultats témoignent de l'efficacité d'une approche intégrée et synergétique entre les agences onusiennes et les institutions malgaches.

Durable

Les priorités définies pour 2025-2026 visent à capitaliser sur ces acquis tout en accélérant les progrès sur les ODD, grâce à des partenariats élargis avec le secteur privé, la société civile et les partenaires techniques et financiers. Pour le système des Nations Unies, il s'agit non seulement d'accompagner Madagascar dans la mise en œuvre de ses politiques publiques mais aussi de renforcer les capacités nationales, afin de garantir que les actions menées touchent effectivement les populations les plus vulnérables, tout en construisant une société plus inclusive et résiliente. En cette période charnière, le Gouvernement et le SNU réaffirment leur volonté commune d'accélérer le développement durable, en mettant l'accent sur l'appropriation nationale, l'efficacité des interventions et la responsabilisation partagée pour que les ambitions de l'Agenda 2030 deviennent une réalité pour tous les Malgaches.

Électrification : Une centrale solaire en vue à Talata Ampano à Fianarantsoa

ANTSA R. | 08 JUILLET | MIDI-MADAGASIKARA

L'État continue de miser sur les énergies renouvelables pour renforcer l'accès à l'électricité dans tout le pays. Un nouveau projet prévoit la construction d'une centrale solaire à Talata Ampano, dans le district de Vohibato, à Fianarantsoa. D'après le ministère de l'Énergie et des Hydrocarbures, les préparatifs fonciers sont déjà terminés. Les travaux pourront commencer dès que toutes les conditions seront réunies. Le ministre de l'Énergie et des Hydrocarbures, Olivier Jean-Baptiste, a visité le site le 3 juillet, accompagné de techniciens de la Jirama. Cette descente technique avait pour but d'évaluer les aspects opérationnels du projet et d'assurer sa mise en œuvre rapide et efficace.

Cette descente a permis d'évaluer les aspects opérationnels du projet afin d'assurer une mise en œuvre efficace et rapide. D'après la délégation, ce projet s'inscrit dans la politique nationale de promotion des énergies renouvelables, visant à améliorer la production et l'accès à l'électricité dans les zones rurales, tout en contribuant à la transition énergétique. L'objectif est de renforcer

l'indépendance énergétique et de réduire la dépendance aux énergies fossiles.



Face à une demande croissante en électricité, la future centrale solaire de Talata Ampano apporte une solution durable. La future centrale solaire de Talata Ampano apportera ainsi une réponse durable aux besoins énergétiques locaux. Elle participera à l'essor économique et social de la région grâce à un accès élargi à l'électricité.

Marché des devises : l'ariary en chute libre face à l'euro et au dollar

ARH. | 08 JUILLET | LES NOUVELLES

La dépréciation de l'ariary s'accélère. Depuis le début de l'année, la monnaie malgache a perdu du terrain face aux principales devises, l'euro et le dollar. Au premier trimestre, un euro s'échangeait contre 5 000 ariary sur les

marchés informels. Début juillet, le seuil de 5 300 ariary a été franchi.

Néanmoins, les cours officiels publiés le 7 juillet par la Banky foiben'i Madagasikara (BFM) affichent l'euro à

5 147 ariary. Le dollar américain s'établit à 4 407 ariary. Cette baisse soutenue s'explique par plusieurs facteurs économiques, notamment le recul marqué des exportations de Madagascar. La BFM relève une chute de 11,9% des exportations au premier trimestre. La vanille, produit phare, a vu ses volumes diminuer de près de 45%. Le girofle subit une baisse de 47,9%. Ces contre-performances pèsent lourdement sur les rentrées de devises. En même temps, les importations connaissent une progression rapide. Les achats de riz ont bondi de 185% en volume et de 159% en valeur durant les cinq premiers mois de l'année. Au total, 348 500 tonnes ont été importées, contre 262 100 tonnes pour toute l'année 2024. Ces importations massives alimentent le déficit commercial. La

BFM les justifie par la nécessité de pallier une production locale affaiblie par les conditions climatiques. Un économiste souligne que cette dépendance accentue la pression sur la monnaie nationale. Les fêtes nationales ont également contribué à l'augmentation des importations, notamment avec un afflux de produits manufacturés comme les lampions électriques. Pour les analystes, la combinaison d'exportations en baisse et d'achats massifs à l'étranger fragilise l'ariary.

Face à cette situation, la BFM surveille de près l'évolution du marché des changes. Mais les perspectives demeurent incertaines, dans un contexte marqué par la volatilité des échanges et les effets du climat sur la production agricole.

Inclusion financière - Les cartes bancaires peu utilisées

IRINA TSIMIJALY | 09 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

À Madagascar, les cartes bancaires peinent à s'imposer comme moyen de paiement. Faible bancarisation, manque d'information et méfiance freinent encore l'inclusion financière.

Bien que des efforts soient déployés pour moderniser les systèmes de paiement, l'usage des cartes bancaires demeure limité dans la vie quotidienne. Ce constat a été partagé en marge de l'Atelier d'Étude sur l'Industrie des Paiements, organisé par Visa, hier au Radisson Blu Ambodivona.



Selon les données partagées à cette occasion, seuls 3,25% des Malgaches possèdent une carte bancaire active. Et parmi elles, seulement un tiers sont réellement utilisées. « Le taux d'activation est de 33%, ce qui montre qu'une grande partie des cartes reste inutilisée », explique Evrard Nezeko, Senior Client Consulting Manager chez Visa.

Les opérations effectuées sont majoritairement des retraits d'espèces, qui représentent 44% des transactions, y compris celles effectuées à l'étranger. Les paiements par carte restent marginaux, notamment parce que seuls 3% des commerçants les acceptent. Plusieurs raisons expliquent cette faible adoption. D'abord, un taux de bancarisation encore très faible, estimé à moins de 10%, freine l'accès aux services financiers formels. Cela rend difficile toute généralisation des moyens de paiement modernes.

Freins

Ensuite, la méfiance persiste. « 27% des personnes disent ne pas comprendre le fonctionnement d'une banque, et 65% pensent qu'il faut être riche pour y avoir accès », précise Christian Mbonampeka, Visa Country Manager pour les îles de l'océan Indien.

Du côté des commerçants, l'utilisation des cartes reste également limitée. « Certains ne savent pas utiliser leur terminal de paiement. D'autres ignorent qu'ils peuvent accepter le sans contact », poursuit Evrard Nezeko. S'ajoutent à cela des problèmes de connexion, de maintenance et des coûts jugés élevés pour les petits commerces. Le faible usage des cartes présente aussi des risques. L'économie reste largement informelle, ce qui limite la traçabilité des flux financiers, freine l'accès au crédit et peut favoriser des activités illicites. C'est là qu'intervient aussi le rôle des grands réseaux comme Visa : « Lorsqu'un client utilise une carte, nous pouvons tracer les flux et offrir plus de sécurité à l'utilisateur et au système », affirme un responsable de Visa.

Pour améliorer la situation, Visa propose des solutions comme les cartes virtuelles, mais insiste sur l'importance de l'éducation financière. « Il faut aussi utiliser les bons canaux. Aujourd'hui, 49% des Malgaches s'informent encore via la radio », rappelle Titus Gachuhi, directeur de Visa Consulting pour l'Afrique subsaharienne.

Le potentiel est là, porté par la jeunesse de la population et le mobile money. Mais sans un accompagnement ciblé, l'inclusion financière par le biais des cartes bancaires restera marginale.

Tourisme - Vingt-quatre mille visiteurs accueillis lors du salon ITM 2025

IRINA TSIMIJALY | 09 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L'Office national du tourisme de Madagascar (ONTM) et le ministère du Tourisme ont présenté, lundi dernier, le bilan des salons ITM (International Tourism Fair-Madagascar) et IHM (International Handicraft Fair-Madagascar) 2025. La présentation a eu lieu au Campus Yas Andraharo.

D'après les chiffres communiqués, l'ITM (11^e édition) et l'IHM (2^e édition) ont accueilli 24 389 visiteurs, contre 14 651 en 2024. Un chiffre en forte progression, selon les organisateurs. Cinq cents exposants étaient présents, dont près des trois quarts issus du secteur touristique. Treize nationalités ont été représentées.

L'ONTM a également souligné le soutien de 48 sponsors et partenaires. La couverture médiatique a été importante :

80 parutions presse, 204 diffusions télé, 758 passages radio et 8 interventions sur des plateaux. Cinq influenceurs ont participé à la communication en ligne, générant plus de 1,1 million de vues, et environ 6 millions de personnes ont été atteintes via les réseaux sociaux.

Lors de la même conférence, les organisateurs ont procédé à la remise officielle des lots du jeu-concours organisé pendant le salon. Vingt-et-un prix ont été remis, dont deux billets d'avion et plusieurs séjours dans différentes régions.

L'ONTM a déclaré vouloir poursuivre ses efforts pour promouvoir la destination Madagascar, aussi bien sur le plan national que régional.

District de Marovoay - Des milliers d'hectares de rizières ensablées

VERO ANDRIANARISOA | 09 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L a production rizicole à Marovoay est menacée par le changement climatique et l'ensablement des rizières. Le manque d'entretien des canaux d'irrigation aggrave les pertes.

La production rizicole dans le district de Marovoay est menacée cette année. Le district risque de perdre sa place de 2^e grenier de Madagascar.

Ce, en raison du changement climatique et des destructions humaines dont la déforestation. La plaine de Marovoay commence aussi à perdre entre 2 à 4% de sa surface cultivable à cause d'un début de sédimentation aux alentours du parc national d'Ankarafantsika.

Les canaux d'irrigation sont endommagés faute d'entretien et en raison de la vétusté des infrastructures. Plus de 38 000 hectares sont recouverts de sable.

Le bassin versant n'est pas rempli en raison du manque de précipitations cette année. La gestion de l'eau est très difficile. Des riziculteurs ont décidé de le transformer en champs de cultures différentes.

Les dégâts sont considérables notamment dans le secteur 3, à partir de la commune d'Ankazomborona et se prolongeant vers Tongarivo, avec plus de 512 hectares de rizières complètement embourbés.

« Les canaux d'irrigation sont tous obstrués depuis des années. En 2021, un financement a été obtenu pour des travaux de curage des canaux par des engins. Mais les responsables ont préféré utiliser de la main d'œuvre au lieu de procéder à une mécanisation. Les travaux n'ont pas duré et aujourd'hui, les conséquences sont graves.

Perte

Les paysans courrent à la perte », a déclaré le vice-président de l'association des agriculteurs de Marovoay ambany tanàna, FMT, Jean-Laurent Arsène Rakotoarisoa.

« Plus de 70% des terres ne sont plus cultivables et environ 38 000 hectares de rizières sont touchés par l'ensablement dans tout le district. Douze autres secteurs dans Marovoay sont également dans la même situation que le 3^e secteur. C'est une grande perte pour les cultivateurs.

Nous invitons le ministre de l'agriculture à descendre sur place pour constater les dégâts. L'autosuffisance alimentaire contenue dans la vision du Président ne sera jamais atteinte vu la situation », a ajouté un autre responsable de secteur.

Marovoay est un grenier à riz important pour Madagascar, fournissant une part significative de la production nationale de riz. Cette zone est confrontée à des défis, notamment l'ensablement des rizières et les aléas climatiques, qui menacent sa capacité de production. Des milliers d'hectares sont touchés chaque année, entraînant des pertes de production considérables.



La plaine de Marovoay représente une part importante des périmètres irrigués de la région Boeny, avec plus de 17 500 hectares de rizières. L'ensablement des rizières y constitue un problème majeur. Des travaux d'amélioration du réseau d'irrigation, notamment du canal principal, ont permis d'augmenter la production de 5 600 tonnes supplémentaires.

Cependant, le manque de suivi et de soutien technique aux agriculteurs, ainsi que les problèmes liés à l'entretien des infrastructures d'irrigation, freinent cette dynamique. Dans ce contexte, la mécanisation agricole apparaît comme un moyen d'améliorer les rendements.

Filière aurifère : Vers une chaîne d'approvisionnement responsable et formelle

ANTSA R. | 09 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Un grand pas en avant dans la structuration de la filière aurifère. Un atelier stratégique de deux jours s'est tenu la semaine dernière à Antananarivo, réunissant le Ministère des Mines, via la Centrale de l'Or de Madagascar (COM), la Banque centrale de Madagascar (BFM) et le Programme des Nations unies pour le développement (PNUD).



L'objectif est de mettre en place une chaîne d'approvisionnement en or responsable, formelle et inclusive, conformément aux standards internationaux de l'OCDE et de la London Bullion Market Association (LBMA). Selon les participants, cette initiative s'inscrit dans une stratégie nationale de sécurisation des réserves d'or tout en soutenant le développement du secteur privé, dans une logique de croissance économique, de justice sociale et de respect de l'environnement. L'atelier a permis de finaliser

les éléments stratégiques et opérationnels de la note conceptuelle sur la filière or responsable, d'élaborer un plan d'action clair et budgétisé, et de définir un cadre de collaboration durable entre le COM, la BFM et le PNUD.

Durable

Parmi les priorités figuraient également l'identification des risques critiques, qu'ils soient juridiques, techniques ou sociaux, et la proposition de solutions de mitigation adaptées à chaque niveau de la filière. Une clarification des rôles des parties prenantes a été amorcée, préparant la finalisation de la convention de collaboration nécessaire à l'opérationnalisation de la chaîne d'approvisionnement responsable. En amont de cet atelier, des missions menées à Dabolava, Miandrivazo et Andranomainty ont permis de sensibiliser orpailleurs, collecteurs et autorités locales aux dispositions du nouveau Code minier de 2023. Ces sessions ont renforcé les connaissances des acteurs sur la légalité, la traçabilité, la protection de l'environnement et les droits humains, éléments essentiels pour garantir une filière alignée sur les exigences des marchés internationaux. Avec cette dynamique, Madagascar se positionne pour transformer sa filière aurifère en un levier de croissance durable, tout en renforçant la transparence et la formalisation dans le secteur minier, au bénéfice de l'économie nationale et des communautés locales.

Secteur extractif - Les revenus du secteur minier scrutés

IRINA TSIMIJALY | 11 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

L a DGI et l'EITI-Madagascar ont signé un accord pour renforcer la transparence dans le secteur minier et mieux suivre les revenus issus des ressources extractives.

Le 9 juillet, la Direction Générale des Impôts (DGI) et l'Initiative pour la Transparence dans les Industries Extractives (EITI-Madagascar) ont signé un protocole d'accord au ministère des Mines à Ampandrianomby. L'objectif est de rendre plus transparentes les activités minières, en partageant des informations précises sur les véritables propriétaires des entreprises qui exploitent les ressources naturelles du pays. Ces propriétaires, appelés « bénéficiaires effectifs », sont les personnes physiques qui détiennent une part significative dans une société minière, indique le communiqué partagé par l'EITI.

Concrètement, dans une entreprise minière, plusieurs actionnaires peuvent posséder des parts. Parmi eux, les bénéficiaires effectifs sont ceux qui contrôlent vraiment la société, souvent avec au minimum 5% des actions. Parfois, ces parts sont détenues indirectement, via d'autres sociétés, ce qui rend leur identification compliquée. L'accord signé vise justement à recenser clairement ces personnes, pour que l'État sache précisément qui contrôle les sociétés minières sur le territoire malgache.

Grâce à ce protocole, l'EITI pourra accéder directement aux informations fiscales que détient la DGI, comme les déclarations d'impôts ou les rapports financiers des entreprises. En plus, un registre central est en train d'être mis en place pour répertorier ces bénéficiaires effectifs. Cela s'appuie sur la loi récente qui oblige désormais les sociétés minières à déclarer leurs vrais propriétaires, dès que ces derniers possèdent plus de 5% des parts.

Pour le pays, connaître les bénéficiaires effectifs dans le secteur minier est un outil essentiel pour mieux contrôler les activités et lutter contre la fraude fiscale, si on se réfère aux explications d'un responsable au niveau de l'EITI.

Gestion transparente

Savoir qui est derrière chaque société réduit les risques que des propriétaires cachés évitent de payer leurs impôts ou utilisent les entreprises pour des opérations douteuses. Cette transparence contribue également à limiter la corruption et le blanchiment d'argent, qui atteignaient 3 340 milliards d'ariary de flux financiers illicites selon le Service de Renseignement Financier (SAMIFIN) en 2023.

Elle garantit que les impôts, taxes et redevances collectés auprès des sociétés minières sont bien versés dans les caisses de l'État. Ces fonds alimentent ensuite le budget national, qui sert à financer les services publics comme l'éducation ou la santé.

Il faut préciser que, si la DGI est responsable de collecter impôts et taxes, les ristournes et redevances minières sont gérées par le Trésor public, sous l'autorité du ministère

des Finances. Le Trésor assure ensuite la répartition de ces fonds selon les règles en vigueur.

En rendant ces informations accessibles, Madagascar démontre sa volonté d'une gestion plus transparente de ses ressources naturelles. Cela renforce aussi la confiance des citoyens et des investisseurs, qui ont besoin de garanties sur la bonne utilisation des richesses minières.

Transport urbain - Le paiement numérique intégré dans les nouveaux bus

IRINA TSIMIJALY | 11 JUILLET | L'EXPRESS DE MADAGASCAR

Le paiement numérique s'installe dans les transports publics de la capitale. À Antananarivo, les passagers des nouveaux bus urbains du programme Zotra Fitaratra devront désormais utiliser des tickets à QR code, sans avoir recours à l'argent liquide. Cette innovation, déjà mise en place dans les douze premiers véhicules mis en circulation, sera étendue aux trois cents bus attendus dans le cadre de la réforme du transport public menée par l'État. Ces bus, qu'ils soient électriques ou thermiques, seront tous dotés d'un système de billetterie électronique. Les tickets, sous forme de QR code, pourront être achetés dans des points de vente appelés « cash points », installés à chaque arrêt. Il ne sera pas nécessaire de disposer d'un smartphone : le QR code peut être imprimé, photographié ou simplement affiché sur un téléphone de base. Un seul ticket peut être utilisé par plusieurs personnes. « Ce n'est pas un ticket individuel. Une famille peut l'utiliser si besoin », explique un responsable de l'entreprise Equima Solutions, directeur général d'Equima Solutions, l'entreprise chargée du dispositif.

Démonétisation

Le ticket reste valide tant qu'un crédit est disponible sur le compte associé. En cas de perte, il peut être récupéré facilement. « Le propriétaire peut retrouver son ticket rapidement, soit par téléphone, soit en se rendant au cash point », précise-t-il.

Cette réforme vise avant tout à sécuriser les flux financiers et à réduire progressivement l'utilisation de l'argent liquide dans les transports publics. « L'objectif est la démonétisation : les espèces ne seront plus utilisées à bord des nouveaux bus », affirme le responsable au niveau de l'entreprise



Deux premières lignes sont prévues pour le lancement du dispositif : Tsarasaotra – Ivato pour les bus électriques, et Amoronakona – Ankorondrano pour les bus thermiques. Mais au-delà du simple transport, ce projet représente un pas vers une nouvelle phase de transformation numérique. Pour Equima Solutions, il s'agit d'une initiative inspirée des principes de la fintech. « Madagascar accuse peut-être un léger retard, mais ce genre de solution pourrait devenir une base pour l'économie de demain », estime son directeur.

Forêts humides de l'Atsinanana : Le site retiré de la liste du patrimoine mondial en péril

R.EDMOND. | 11 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

L a vision présidentielle sur la priorisation de la protection de l'environnement et de la valorisation du patrimoine naturel se concrétise.

Grâce aux efforts réalisés par le ministère de l'Environnement et du Développement Durable (MEDD), et Madagascar National Parks, les Forêts humides de l'Atsinanana sont officiellement retirées de la liste du patrimoine mondial en péril.

Signal positif

Approuvé par le Comité du patrimoine mondial de l'UNESCO, réuni, avant-hier à Paris dans le cadre de sa 47^{ème}, ce retrait officiel marque une étape majeure pour Madagascar et traduit une reconnaissance explicite du

travail rigoureux mené par les autorités nationales pour restaurer et protéger ce site naturel d'exception. « Ce retrait est un moment de fierté pour Madagascar. Il couronne un travail de longue haleine porté avec conviction par nos équipes. Mais il nous engage aussi à aller plus loin. Nous devons consolider ces acquis et bâtir un modèle de gestion environnementale solide, durable et souverain », a déclaré le Ministre Max Andonirina Fontaine. Cette décision est, à plus d'un titre, un signal positif pour la Grande Île. En effet, elle renforce l'image positive de Madagascar mondiale puisque le pays est considéré comme un acteur responsable de la préservation de la biodiversité. Cela rétablit également la crédibilité du pays auprès des partenaires internationaux dont les bailleurs de fonds et les ONG environnementales. Sans compter le fait que sur le plan économique, ce retrait facilitera davantage la relance du tourisme.

Mission accomplie

On rappelle que c'est le MEDD qui a assuré le pilotage technique de l'ensemble du processus en vue de ce retrait. Et ce, en coordonnant les interventions, en mettant en œuvre les actions de restauration écologique, en sécurisant les zones sensibles et en suivant de manière méthodique les engagements de l'État. Une mission accomplie, en somme, pour le jeune ministre Max Andonirina Fontaine qui était à la tête de la délégation officielle de Madagascar à Paris, pour présenter les résultats concrets obtenus sur le terrain, portés par un travail structuré et une gouvernance renforcée. Le ministère de la Culture et de la Communication, autorité nationale compétente pour la Convention du patrimoine mondial, a contribué à l'instruction technique du dossier. Enfin le ministère des Affaires étrangères a mobilisé ses relais diplomatiques pour soutenir l'aboutissement du processus auprès de l'UNESCO. Preuve de la solidarité gouvernementale.

Foire aux fromages : Le « Vita Malagasy » attire les visiteurs

NAVALONA R. | 11 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

La 2^e édition de la Foire aux fromages des Hautes Terres organisée par M'Anja Events en partenariat avec Malagasy Dairy Board, se déroule depuis hier au jardin d'Antaninarenina.



Une trentaine de participants y exposent leurs fromages aux différents goûts dont entre autres, le vieux gouda, la raclette, le fondu, le camembert et les tartines. Dès le premier jour, l'on a observé que le « Vita Malagasy » attire les visiteurs. La plupart des exposants leur ont d'ailleurs proposé des dégustations gratuites afin de bien choisir le type de fromage adapté à leur goût. Ils est à noter que les meilleurs fromages artisanaux et les autres produits dérivés du lait faisant la particularité des quatre régions à forte potentialité dans les Hautes Terres, à savoir Analamanga, Itasy, Bongolava et Vakinankaratra,

sont exposés dans le cadre de cet événement qui se tient jusqu'au 12 juillet 2025.

Lutte contre l'insécurité alimentaire

« Notre objectif consiste à inciter la population à consommer davantage des fromages 100% « Vita Malagasy » tout en soutenant les producteurs locaux en matière de recherche de débouché. En outre, des vins qui accompagnent le fromage y sont présentés », a expliqué Anjaratiana Rajofera, gérante de M'Anja Events lors de l'ouverture officielle de cette foire aux fromages des Hautes Terres dans sa 2^e édition hier. Quant au président du Conseil d'Administration de MDB, Safidy Nantenaina Rabemananjara, il a également soulèvé que cet événement constituait une opportunité de faire connaître au grand public les produits agro-alimentaires issus de l'élevage de vaches laitières. En effet, « cette filière lait joue un rôle important en matière de lutte contre l'insécurité alimentaire à Madagascar », a-t-il poursuivi.

Le Secrétaire général du ministère de l'Agriculture et de l'Élevage, Gaetan Ramindo a, pour sa part, réitéré que l'agriculture et l'élevage sont deux secteurs porteurs contribuant au développement socio-économique du pays. Raison pour laquelle, « le ministère de tutelle apporte son soutien aux transformateurs du lait surtout en matière de respect de qualité des produits dérivés », a-t-il conclu.

Frais de passeport : Paiement par Mobile Money désormais autorisé

JULIEN R. | 11 JUILLET | MIDI-MADAGASKARA

Les usagers du service de délivrance de passeport peuvent désormais s'acquitter des frais liés à l'établissement de ce document officiel via Internet ou Mobile Money. Une innovation récemment mise en place au sein

du Service de la Police nationale chargé de la délivrance des passeports à Anosy. Selon les précisions apportées par le Commissaire de Police Martial Randriatsiraka, chef dudit service, cette nouvelle disposition vise à réduire

les longues files d'attente et à accélérer le traitement des dossiers relatifs à l'obtention d'un passeport. Cette amélioration s'inscrit dans une logique de modernisation et de facilitation des démarches administratives.

Désormais, tous les citoyens disposant d'un numéro de téléphone mobile enregistré à Madagascar peuvent régler les frais de passeport via des plateformes numériques ou les services Mobile Money, accessibles depuis leurs appareils. Cette initiative s'appuie sur le Système Intégré de Gestion des Recettes Non Fiscales (SIGRNF), un logiciel de gestion mis en œuvre par la Direction générale

du Trésor public, en collaboration avec le service des passeports. Pour accompagner cette transition numérique, des agents dédiés ont été mobilisés pour guider les usagers souhaitant effectuer leur paiement en ligne ou via Mobile Money. L'objectif est de garantir une prise en main progressive et de familiariser le grand public avec ce nouveau mode de paiement. À noter que le paiement en espèces reste toujours possible pour ceux qui préfèrent la voie traditionnelle. Une souplesse mise en place afin de permettre une adoption progressive de la digitalisation dans les démarches administratives.

Monnaie, exportations et consommation locale : le triple levier de redressement, selon le Pr Fano Andriamahefazafy

ARH. | 11 JUILLET | LES NOUVELLES

La dépréciation de l'ariary résulte d'un déséquilibre persistant entre la demande et l'offre de devises étrangères, explique le Pr Fano Andriamahefazafy, Doyen de la Faculté d'Économie, de Gestion et de Sociologie (EGS) de l'Université d'Antananarivo. Face à la hausse des importations et à une offre insuffisante issue des exportations et du tourisme, il appelle à renforcer la production nationale et à la consommation locale, pour alléger la pression sur la monnaie.

Dans un système de change flottant, la valeur de la monnaie locale est dictée par les échanges sur le marché interbancaire des devises (MID). « Toute hausse des importations accroît la demande en devises étrangères, alors que seules les exportations de biens, services ou tourisme, alimentent l'offre », a-t-il expliqué. Et pour atténuer la pression sur l'ariary, le pays doit simultanément renforcer ses exportations et limiter ses importations.

Plutôt que de parler de restriction, le professeur prône une consommation locale plus affirmée : « A qualité et prix égaux, choisissons les produits malgaches, quelle que soit la nationalité de l'entreprise qui les fabrique », a-t-il insisté. Il estime que ce réflexe citoyen serait un levier puissant, pour freiner la demande de devises.

Valorisation de la production locale

Interrogé sur l'impact des surtaxes américaines, le doyen souligne que la compétitivité des exportations malgaches vers les États-Unis, est en jeu. « Une diversification des marchés est essentielle », a-t-il plaidé, citant la Chine et l'Europe comme pistes sérieuses, bien que complexes en raison des normes et négociations commerciales. Il a également appelé à une diplomatie économique plus active, afin de parvenir à des accords « donnant-donnant ».

Enfin, sur les révisions à la baisse des prévisions de croissance, le professeur rappelle que ces estimations dépendent de modèles intégrant à la fois des paramètres concrets et des anticipations, notamment en lien avec les incertitudes climatiques ou géopolitiques. « A nous d'enrichir ces modèles avec une meilleure compréhension de notre contexte », conclut-il.



En un mot, le Pr Andriamahefazafy appelle à un véritable sursaut national, pour améliorer la résilience économique de Madagascar, en valorisant la production locale et en élaborant une stratégie d'exportation plus offensive.



📍 Résidence Les Orchidées Blanches Androhibe

📞 +261 32 07 696 49 - +261 34 01 696 49

🌐 www.ccifm.mg

✉ ccifm@ccifm.mg ✉ adhesion@ccifm.mg

🌐 **f** CCI France Madagascar

🌐 **X** CCI France Madagascar

🌐 **in** CCIFM Chambre de Commerce
et d'industrie France Madagascar

